

« L'AUTONOMIE N'EST PAS LE LEADERSHIP » : NEGOCIATION CONJUGALE, REPRESENTATIONS, ET PROJECTIONS LOCALES DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES AU BURKINA FASO

Zougouri Sita¹,
Zongo Jean Marie²,
Kenfack Romain³

¹, Anthropologie

² Système alimentaire et Nutrition

³ Expert système de marché

Résumé

Cet article analyse le concept d'autonomisation des femmes dans le contexte rural du Burkina Faso. Il met en lumière les représentations propres aux femmes et insiste sur l'importance des perceptions et des appropriations locales de la notion d'empowerment. Alors que les approches dominantes offrent une base théorique utile, elles demeurent limitées pour comprendre pleinement les réalités vécues dans les contextes de développement. L'étude s'appuie sur une méthodologie qualitative et participative, menée auprès de dix groupes socioculturels, et intègre les perceptions, représentations et discours des femmes rurales ainsi que ceux d'autres membres de leurs communautés. Les résultats montrent que, malgré la diversité culturelle, l'autonomisation est largement associée à la capacité des femmes à générer des revenus par une plus grande inclusion dans le système de marché. Toutefois, l'analyse révèle aussi que l'autonomie ne se confond pas avec le leadership : elle s'ancre d'abord dans la négociation conjugale, la reconnaissance sociale et la contribution économique des femmes au ménage. Ainsi, les femmes rejettent désormais les formes d'accès précaires aux ressources et aux activités économiques « sous-valorisées » ou « sous-payées » (petit commerce, travaux productifs invisibilisés), et affirment la nécessité d'une participation équitable et sécurisée dans des marchés porteurs. L'autonomie féminine se construit dès lors comme un processus relationnel et économique, enraciné dans la vie domestique et communautaire, et reconnu par la contribution des femmes au bien-être collectif.

Mots clés : Mesurer l'autonomisation, représentations, négociation conjugale, genre et développement, Burkina Faso.

Abstract

This article explores the concept of women's empowerment in rural Burkina Faso. It highlights women's own representations and emphasizes the importance of local perceptions and appropriations of

¹ Dr Sita Zougouri, Anthropologie

² Dr Jean-Marie Zongo, Système alimentaire et Nutrition

³ Mr Romain Kenfack, Expert système de marché

empowerment. While dominant approaches provide a useful theoretical basis, they remain limited in capturing the lived realities of women in development contexts.

The study relies on a qualitative and participatory methodology conducted with ten socio-cultural groups, incorporating the perceptions, representations, and discourses of rural women as well as those of other community members. The results show that, despite cultural diversity, empowerment is largely associated with women's ability to generate income through greater inclusion in market systems. However, the analysis also reveals that autonomy is not synonymous with leadership: rather, it is rooted in marital negotiation, social recognition, and women's economic contribution to the household. Women increasingly reject precarious access to resources and "undervalued" or "underpaid" economic activities (such as petty trading and invisible productive labor), stressing the need for equitable and secure participation in profitable markets. Women's autonomy thus emerges as a relational and economic process, grounded in domestic and community life, and recognized through their contribution to household and collective well-being.

Keys Words: *Measuring empowerment; Marital negotiation; Representations; Gender and development; Burkina Faso*

Introduction

Cette recherche vise à analyser les sens, représentations et projections que les femmes, les hommes et les leaders communautaires attribuent à la figure de la femme « autonome » dans le contexte rural du Burkina Faso. Elle propose de repenser la conceptualisation de la notion d'autonomisation (empowerment) en intégrant les perceptions et les appropriations locales de celles et ceux sur qui elle est mesurée. En effet, un risque de biais existe entre la définition normative de l'autonomisation, largement mobilisée par les acteurs du développement, et les réalités vécues par les femmes et les hommes au quotidien.

L'étude s'inscrit dans le cadre du projet SELEVER, qui promeut l'autonomisation économique des femmes par la production de volaille, avec un impact attendu sur la nutrition des femmes et des enfants. Ce secteur, pourtant porteur, reste dominé par les hommes : les femmes y jouent surtout un rôle domestique (prendre soin de la volaille sans en tirer directement de revenus) et demeurent marginalisées dans les espaces de décision, d'appropriation foncière et de commercialisation. Dans ce contexte, le projet a mobilisé des indicateurs classiques de mesure de l'autonomisation (Alkire et al., 2013), mais une limite est rapidement apparue : la définition standardisée de l'autonomisation ne reflète pas toujours les significations locales.

Dès lors, une question centrale guide ce travail : les évaluations de l'autonomisation rendent-elles compte des aspirations et représentations

des communautés concernées ? Les résultats montrent en particulier que l'autonomie est conçue comme la capacité de générer des revenus et de contribuer aux dépenses du ménage, mais non comme une accession au leadership politique ou institutionnel. Autrement dit, « l'autonomie n'est pas le leadership ». L'autonomisation des femmes est pensée à travers des logiques de négociation conjugale, de reconnaissance sociale et de contribution économique.

Ainsi, cette recherche interroge la manière dont les communautés (femmes, hommes et leaders) comprennent, définissent et mesurent l'autonomisation des femmes. Elle explore leurs représentations et perceptions, les critères qui permettent de considérer une femme comme « autonomisée », ainsi que les limites ou concessions que les communautés établissent pour préserver leurs équilibres sociaux et culturels.

L'étude poursuit trois objectifs principaux :

- Documenter les représentations locales de l'autonomisation ;
- Cerner avec les femmes des définitions contextualisées permettant une mesure pertinente selon elles ;
- Identifier des variables complémentaires — telles que l'accès au marché — pour enrichir la réflexion sur l'autonomisation des femmes au Burkina Faso.

Cadre conceptuel et revue de littérature

La littérature sur l'*empowerment* (ou autonomisation) met en évidence deux dimensions centrales : la possession du pouvoir par les femmes et la manière dont ce pouvoir se manifeste dans les interactions sociales. Né des luttes d'émancipation et de revendication de droits, le concept s'est imposé dès le début du XXe siècle aux États-Unis, porté par les mouvements féministes et antiracistes. Il a ensuite été repris en Amérique latine par les travailleurs sociaux, notamment à travers les méthodes de *community organizing* de Saul Alinsky, pour souligner les enjeux d'émancipation individuelle, collective et sociale des groupes opprimés (Peugeot, 2015). Dès son origine, le terme s'est donc inscrit dans une logique de refus de la domination et d'émancipation, à la fois collective et personnelle. Comme le rappelle Peugeot, les mouvements féministes

ont particulièrement contribué à sa diffusion en cherchant à dépasser une approche victimisante de la femme (perçue uniquement comme dominée) pour lui opposer une image de sujet compétent et acteur du changement de sa propre condition.

Dans une perspective anthropologique, Genard (2013) montre que la vulnérabilité et la résilience constituent des dimensions constitutives de l'expérience humaine, et que l'activation de ce « pouvoir d'agir » requiert des soutiens et dispositifs collectifs. L'*empowerment* apparaît ainsi comme un processus par lequel les individus fragiles mais résilients recomposent leurs forces grâce à des formes d'accompagnement. Cantelli (2007) ajoute à cette perspective une distinction entre l'*empowerment* des individus et celui des groupes, tout en soulignant les ambiguïtés de la traduction francophone du terme anglo-saxon : tantôt « capacitation » (Québec), tantôt « autonomisation » ou « pouvoir d'action » (Genard, 2007 ; Biewener et Bacqué, 2011).

Le concept a trouvé un écho particulier dans le champ du développement. Les travaux de Narayan (2000, 2005), menés après les crises économiques et politiques liées aux Programmes d'Ajustement Structurel, ont donné une portée politique à l'*empowerment* en tant qu'outil de participation des plus vulnérables et levier de lutte contre la pauvreté. Cantelli (2013), citant Cling et Roubaud (2008), insiste sur cette dimension de politisation qui en fait un moteur de transformation des rapports de domination. La Banque mondiale a d'ailleurs intégré ce concept dans son cadre stratégique au début des années 2000. Dans le rapport *Voices of the Poor*, couvrant 60 pays, Narayan (2005) souligne que le sentiment d'impuissance et l'absence de voix sont omniprésents chez les pauvres, affectant tous les aspects de leur vie. L'*empowerment* est alors défini comme l'expansion des actifs et des capacités permettant aux personnes pauvres de participer, négocier, influencer, contrôler et tenir pour responsables les institutions qui affectent leur vie.

L'*empowerment* des femmes constitue cependant un champ spécifique de réflexion et d'action. Depuis les années 1970, les mouvements féministes libéraux ont cherché à renforcer leur pouvoir économique et politique, donnant naissance à l'approche « Femmes dans le Développement » (FeD). Cette dernière visait à corriger l'exclusion historique des femmes en les intégrant comme actrices à part entière dans les projets de développement (Hazel et al., 2000). Les programmes FeD ont ainsi mis l'accent sur leurs besoins pratiques — emploi, crédit, éducation, activités

génératrices de revenus. Toutefois, cette approche a été critiquée pour son manque de prise en compte des contextes socioculturels et politiques, ainsi que pour la charge supplémentaire imposée aux femmes, déjà sollicitées dans les sphères de reproduction, production et communauté (Brown, 2006).

Face à ces limites, l'approche « Genre et Développement » (GeD) a émergé, portée par des féministes socialistes. Elle s'inscrit dans une perspective plus inclusive, prenant en compte la diversité des contextes et l'intersection du genre avec d'autres rapports sociaux (classe, race, ethnicité). Comme le souligne Brown (2006), le GeD repose sur des principes de participation égale, de prise de décision partagée et de réduction des inégalités structurelles entre hommes et femmes. *L'empowerment* y occupe une place centrale, non pas pour inciter uniquement les femmes à produire davantage de richesses, mais pour transformer les structures socioculturelles et institutionnelles afin de créer des conditions favorables à l'autonomisation des plus vulnérables. Enfin, les institutions internationales, les Nations Unies et les organisations de défense des droits humains ont largement contribué à populariser le concept d'*empowerment* dans leurs agendas, en particulier autour de la question de l'égalité de genre. Mais les traductions et appropriations multiples du terme continuent d'alimenter des débats. Ce qui ressort cependant de la littérature, c'est que *l'empowerment* ne peut être réduit à un seul sens : il oscille entre émancipation individuelle et transformation collective, entre levier de développement économique et instrument de justice sociale, et il doit toujours être lu à la lumière des contextes où il est mobilisé.

En définitive, la littérature met en lumière la pluralité des sens et des usages du concept d'*empowerment*, oscillant entre émancipation individuelle et transformation collective, entre levier économique et instrument de justice sociale. Les débats autour de sa traduction en français (capacitation, autonomisation, pouvoir d'agir) reflètent déjà cette diversité d'interprétations, tandis que les approches « Femmes dans le Développement » et « Genre et Développement » illustrent la tension entre une focalisation sur les conditions économiques des femmes et une volonté plus large de transformation des structures sociales et politiques. Les travaux de Narayan et de la Banque mondiale, quant à eux, ont contribué à politiser et institutionnaliser *l'empowerment*, mais aussi à le standardiser, parfois au détriment des réalités locales.

Ces différentes perspectives soulignent que, malgré une base théorique commune, l'*empowerment* reste un concept mouvant, contextuel et pluriel. C'est précisément ce constat qui fonde l'intérêt de notre recherche : comprendre comment les communautés elles-mêmes (femmes, hommes et leaders de différents groupes socio culturels) définissent, perçoivent et mesurent l'autonomisation dans le cadre du projet SELEVER. En réinscrivant le concept dans les réalités sociales, culturelles et économiques locales, il s'agit de vérifier si les indicateurs internationaux utilisés pour évaluer l'autonomisation correspondent réellement aux expériences vécues et aux critères pertinents pour les communautés rurales du Burkina Faso.

Méthodologie de la recherche

Cette étude adopte une approche qualitative et participative, fondée sur les représentations et perceptions des différents acteurs de la communauté quant au concept d'autonomisation. Elle mobilise plusieurs techniques de collecte de données qualitatives afin de saisir à la fois la manière dont les individus se perçoivent eux-mêmes et le regard qu'ils portent sur les autres.

Population et échantillonnage

L'enquête a été conduite dans 30 villages répartis dans 12 provinces des régions de *Nando* (anciennement région du Centre-Ouest), de *Bankui* (anciennement région de la Boucle du Mouhoun) et le *Guiriko* (anciennement région des Hauts-Bassins), couvrant une diversité de groupes socioculturels (Moose, Lyélé, Nuna, Bwaba, Samo, Dioula, Senoufo, bobo, dafing, Ko, Nounouma, etc.). Dans chaque village, plusieurs catégories d'acteurs ont été systématiquement incluses :

- Des femmes (âgées de ... à ...) et des hommes (âgés de ... à ...) présentant un statut matrimonial diversifié (monogamie, polygamie),
- Au moins une femme leader dans chaque village
- Des groupes de discussion composés d'au moins 8 femmes, 8 hommes et un groupe de leaders communautaires.

Cette diversité visait à refléter la pluralité des perceptions et expériences liées à l'autonomisation.

Techniques et outils de collecte de données

Quatre techniques principales ont été utilisées :

- Focus groups avec femmes, hommes et leaders, à l'aide d'outils participatifs (carte du ménage, carte du futur).
- Entretiens semi-directifs menés prioritairement dans les langues locales (Dioula, Mooré, San, Bwamu, Nuni, Lyélé), afin de favoriser l'expression libre des enquêtés.
- Histoires de vie, principalement auprès de femmes leaders, pour explorer les trajectoires individuelles d'autonomisation.
- Observation directe, permettant de contextualiser les discours dans les pratiques quotidiennes.

L'architecture des guides de collecte a été conçue pour initier un dialogue avec les enquêtés, progressant de la conceptualisation générale de l'autonomisation vers la perception d'autrui, puis vers l'expérience individuelle. Cette démarche, de nature participative, a rendu possible la saisie des représentations subjectives ainsi que la compréhension de l'ancrage sociétal de l'autonomisation au sein des communautés concernées."

Résultats

Profil des enquêtés et perceptions contextuelles de l'autonomisation

L'étude a été conduite auprès d'un échantillon diversifié de femmes et d'hommes issus de 30 villages répartis dans les régions de Nando, Guiriko et la région de Bankui. L'échantillon comprenait à la fois des femmes mariées de rang conjugal différent (première épouse, seconde, troisième), des hommes monogames et polygames, ainsi que des femmes leaders. Cette diversité a permis de saisir la pluralité des perceptions sur l'autonomisation en fonction de l'âge, du statut matrimonial et du rôle social.

Les résultats montrent que, dans tous les contextes étudiés, l'autonomisation est d'abord définie de manière relationnelle et communautaire, plutôt que strictement individuelle. En effet, Angela Cheater (1990) dans *the Anthropology of power* souligne que le pouvoir n'est plus concentré dans des institutions physiques ou des figures individuelles, mais s'exerce à travers les discours et les pratiques. Les femmes comme les hommes associent ce concept à la capacité de participer aux charges du ménage et à la vie collective. Comme l'explique une participante : « *Une femme autonome est celle qui peut aider son mari dans les dépenses et qui sait gérer son foyer.* »

Cette définition, centrée sur l'utilité économique et sociale de la femme, confirme l'importance du cadre familial et communautaire comme lieu premier de reconnaissance de l'autonomie. Elle nuance ainsi les approches féministes classiques qui mettent l'accent sur la conquête d'un « triple pouvoir » — économique, politique et social (Flintan, 2008) — en montrant que, dans les communautés rurales burkinabè, la reconnaissance de l'autonomisation passe avant tout par la contribution matérielle au ménage.

Un autre aspect marquant est l'absence de distinction significative entre groupes ethniques. Si la littérature souligne parfois les différences liées aux normes culturelles (Kabeer, 1999), nos résultats suggèrent que la perception de l'autonomisation est largement homogène d'une communauté à l'autre, et davantage structurée par les conditions économiques que par les appartenances ethniques. Cela constitue une contribution originale, qui invite à relativiser l'influence des clivages culturels dans la définition locale de l'empowerment.

Les données de terrain révèlent toutefois des nuances régionales. Dans le Nando, les hommes reconnaissent que l'autonomie féminine peut être un atout pour le ménage, mais réservent aux maris les décisions majeures (achat de la viande, grosses dépenses), tandis que les femmes gèrent la nutrition quotidienne et les condiments. Leur contribution financière est appréciée, mais doit rester compatible avec les responsabilités domestiques. Dans le Guiriko, les perceptions varient fortement. Chez les Dioula et Bobo, les femmes affirment pouvoir décider de leurs propres revenus, à condition d'informer leur mari « par respect », tandis que chez les Moose immigrés, l'autonomie est largement rejetée, les femmes étant perçues comme dépendantes des hommes. À Mangorotou,

les femmes disent travailler ardemment corps et âme pour devenir indépendantes. Une coopérative « AN DJIGI YI ALLAH YE » qui est née, forme les femmes à avoir accès à l'information et à la prise de parole en public. La décision d'acheter le savon dépend généralement des femmes et beaucoup d'entre elles sont dans la coopérative et pour la fabrication du savon (vente et utilisation). Une informatrice partage aussi son expérience de prises de décisions en ces termes : « Mon mari m'a déjà impliquée dans des prises de décisions en ce qui concerne les affaires du ménage. Et il a déjà pris en compte mon avis sur certaines questions qu'il a jugé pertinent. C'était bien pour moi et pour lui aussi » (28012019_Mangorotou_entretien femme S).

Dans la région de Bankui, les pratiques sont également contrastées. A Bourasso, les femmes sont très impliquées dans les décisions domestiques et productives, avec un dynamisme entrepreneurial marqué (élevage, transformation, commerce), tandis qu'à Nerekorosso, les femmes wahhabites voient leur marge d'action restreinte, contrairement aux femmes chrétiennes qui diversifient leurs activités et participent davantage aux décisions.

Au-delà de ces variations locales, plusieurs constantes se dégagent :

1. Les femmes prennent part aux décisions concernant la santé, la nutrition et les dépenses courantes.
2. Les ressources stratégiques (élevage, vente de volaille, achat de viande) demeurent négociées ou contrôlées par les hommes.
3. Les femmes elles-mêmes considèrent que l'accroissement de leurs activités économiques est la voie la plus sûre pour obtenir reconnaissance et influence dans le ménage.

Les leaders « communautaires », d'un groupe socioculturel à un autre, assurent qu'en général ce qui est idéal, c'est que la femme puisse donner son point de vue sur certains aspects de la vie du ménage car l'homme et la femme sont des êtres qui se complètent « Les gens impliquent de plus en plus leurs femmes dans les prises de décisions car ils ont compris que la contribution de la femme est une bonne chose » (30/01/2019_Goumi_Focus group_Leaders). Ils notent par ailleurs que les plus grandes barrières à l'autonomie de la sont : « le manque de moyens financiers pour commencer une bonne activité rentable, le

manque de soutien du mari, la disponibilité par rapport aux déplacements hors de la communauté » (02022019_Kogoma_Focus Groupe_Leaders). En effet, ils soulignent des freins persistants tels que le manque de moyens financiers, dépendance vis-à-vis du mari et faible mobilité. Dans ce cadre, l'autonomisation n'est pas perçue comme une émancipation individuelle ni une remise en cause des hiérarchies conjugales, mais comme une négociation progressive compatible avec les normes sociales. Comme l'exprime un leader : « *Une femme autonome ne veut pas dire qu'elle défie son mari, mais qu'elle sait contribuer sans créer des conflits.* ». Cette conception contraste avec les définitions internationales centrées sur le pouvoir de décision et la capacité d'agir par soi-même (Narayan, 2002), et met en évidence une vision contextualisée où l'autonomisation est compatible avec le maintien des hiérarchies conjugales.

Il a été aussi noté que l'autonomisation des femmes est intimement liée à leur capacité à générer et à contrôler un revenu. La majorité d'entre elles s'engagent dans de petites activités économiques — maraîchage, transformation des produits agricoles, vente de condiments ou petit commerce — perçues comme des moyens essentiels pour contribuer aux charges du ménage et acquérir une certaine reconnaissance sociale. Comme l'explique une participante : « Une femme qui n'a rien à vendre dépend toujours de son mari ; si elle a son commerce, elle est respectée. ». À ces activités s'ajoute désormais l'élevage de la volaille, en partie promu par le projet SELEVER. Cependant, l'ampleur de l'investissement des femmes dans cette filière varie fortement d'un ménage à un autre, moins en raison des normes sociales globales qu'en fonction des rapports de genre au sein du couple. En effet, ce sont ces rapports qui déterminent si la femme peut effectivement produire de la volaille ou non.

L'approbation du mari apparaît comme un élément central dans la réussite des activités génératrices de revenus. Pour de nombreuses femmes, elle est présentée comme « la clé de la liberté » : elle ouvre non seulement la possibilité matérielle de se déplacer pour leurs activités, mais apporte aussi un soutien moral et une bénédiction jugée indispensable. Comme l'exprime une enquêtée, entreprendre une activité économique est une aventure risquée et « la peur de ne pas échouer est grande » ; la bénédiction du mari sécurise donc autant spirituellement que socialement.

Les discours féminins soulignent presque unanimement que l'approbation du conjoint est indispensable au démarrage et à la réussite de leurs initiatives économiques. Toutefois, les propos recueillis auprès des hommes sont loin d'être homogènes. Certains estiment qu'elle n'est pas nécessaire : « Je ne pense pas que cela est nécessaire. Si la femme a eu l'initiative, elle n'a pas nécessairement besoins de l'approbation d'un membre du ménage » (02022019_Dao_Interview Homme 2p). D'autres mettent en avant des expériences plus libérales : « Par exemple ma première femme prospère dans le commerce, elle effectue ses déplacements comme elle le veut » (02022019_Dao_Interview Homme 2p). Mais il existe aussi des voix plus restrictives : « Pas besoin de l'approbation de son mari pour exercer une activité, mais il arrive que des hommes refusent du fait des soupçons d'infidélité » (29/01/2019_zoula_interview-homme 1M).

Au-delà de la question du contrôle marital, les revenus des femmes demeurent souvent modestes et irréguliers, ce qui limite leur impact sur le pouvoir de négociation au sein du ménage. Plusieurs enquêtées soulignent que leur capacité à prendre des décisions dépend directement de la régularité de leurs gains. Autrement dit, ce n'est pas le simple fait d'avoir une activité économique qui confère du pouvoir, mais la possibilité d'assurer une contribution stable et visible.

Cette observation rejoint les analyses de Kabeer (1999), qui souligne l'importance non seulement de l'accès aux ressources, mais aussi du contrôle effectif de celles-ci dans les processus d'empowerment. Nos données montrent qu'au Burkina Faso, l'accès à des revenus reste insuffisant pour renforcer le pouvoir décisionnel des femmes : ce sont la durabilité et la régularité du revenu qui font véritablement la différence. L'étude révèle aussi que l'autonomisation économique des femmes est étroitement conditionnée par les relations conjugales. Les hommes reconnaissent positivement la contribution financière de leurs épouses, mais attendent qu'elle demeure compatible avec les responsabilités domestiques. Une femme qui réussit dans son commerce sans négliger son rôle d'épouse est valorisée comme « autonome », tandis qu'une femme qui privilégie ses activités au détriment des tâches domestiques est qualifiée « d'indépendante » au sens négatif. Cette tension reflète les conclusions de Cornwall et Edwards (2014), qui montrent que l'empowerment peut être soit encouragé, soit sanctionné, selon la manière dont il s'inscrit dans les normes sociales locales.

Enfin, il convient de distinguer entre autonomisation et leadership. Les activités génératrices de revenus permettent aux femmes d'être reconnues comme « utiles » dans leur ménage et leur communauté, mais elles ne leur confèrent pas automatiquement une position de leader. L'autonomisation, dans ce contexte, renvoie davantage à un pouvoir de participation économique qu'à un accès à l'autorité ou à la représentation publique.

Deux variables reviennent de manière récurrente dans les discours autour des activités génératrices de revenus : la **question du temps** et celle des **types d'activités disponibles ou choisies** par les femmes.

Temps

Dans la majorité des contextes étudiés, les femmes parviennent à dégager du temps pour participer à des activités génératrices de revenus. Ces activités sont perçues comme venant en appui au mari : elles « aident la femme à aider le mari ». Les entretiens révèlent que, lorsque les hommes donnent leur approbation, ils concèdent également du temps pour l'activité. Comme l'exprime un informateur : « S'agissant du temps nécessaire pour mieux réussir dans son activité économique, le mari va lui permettre de disposer du temps nécessaire à condition que la confiance soit en vigueur entre les deux et aussi que le mari voit la nécessité et les avantages y afférant » (04022019_Massere_Interview — homme1M). Un autre ajoute : « Pour ma part, nous estimons que l'un des moyens efficaces qui puisse soutenir l'activité économique de la femme consiste à lui accorder suffisamment du temps pour mener à bien son activité » (04022019_Massere_Interview — homme2P).

Dans certaines localités, la gestion du temps est même perçue comme un problème déjà surmonté grâce à des stratégies de coopération conjugale. À Bounou, par exemple, des hommes expliquent : « Le mari peut contribuer à ce que la femme ait du temps pour son activité. Ils peuvent s'organiser (homme et femme) » (03022019_Bounou_entretien_Hommes 3P). D'autres insistent sur la répartition des tâches domestiques comme levier :

« Le mari peut accorder plus de liberté à la femme pour l'exercice de sa nouvelle activité : il peut impliquer les enfants dans certaines tâches (collecte d'eau, lessive). Ainsi la femme aura plus de temps pour son petit commerce » (03022019_Bounou_entretien_homme2P).

Activités économiques viables et fort impact économique

Le type d'activités génératrices de revenus conduites par les femmes semble leur poser un problème majeur en lien avec l'autonomisation économique. Les discours des informateurs hommes et femmes montrent que les activités exercées par les femmes ne sont pas de celles qui peuvent véritablement rendre une femme autonome. Selon eux, il s'agit très souvent de petites activités qui rapportent de petits revenus, comme souligné plus haut. Les femmes elles-mêmes s'interrogent : les activités qu'elles mènent suffisent-elles pour devenir autonome ? Pour elles, « une femme ne peut pas être autonome sans être économiquement autonome » (02022019_Dao_Interview-Femme leader). Être économiquement autonome suppose de réinvestir dans une activité qui rapporte davantage : « Si la femme obtient de l'argent de son travail et son activité, elle peut réinvestir dans l'élevage de la volaille ou des petits ruminants » (02022019_Dao_Interview-Femmes 1p).

Les informatrices soulignent qu'elles ne connaissent pas encore, dans leur village, une femme qui ait réellement atteint l'autonomie grâce aux petites activités disponibles. Cela rejoint leur réticence à contracter des crédits : selon elles, l'absence d'activités économiques suffisamment sûres et rentables constitue une barrière importante. Cette raison est citée comme la seconde plus déterminante (16,20 %) dans le refus des femmes de recourir au crédit.

C'est dans cette perspective que l'activité de la production de volaille est encouragée dans le cadre du projet, afin d'améliorer le niveau de revenus des femmes. Elle est perçue comme une alternative plus viable, susceptible de générer des bénéfices durables et de renforcer l'autonomisation économique des femmes.

Prise de décision et dynamiques de pouvoir dans le ménage

Les résultats révèlent que la prise de décision constitue l'un des principaux indicateurs de l'autonomisation aux yeux des enquêtés. Toutefois, la manière dont ce pouvoir est perçu et exercé reste profondément marquée par les rapports de genre et les hiérarchies conjugales.

Dans plusieurs villages moose et lyélé, les femmes interrogées ont souligné que leur capacité de décision se limite souvent à la gestion des ressources alimentaires quotidiennes, tandis que les grandes décisions —

comme la vente d'animaux, l'achat de terres ou la scolarisation des enfants — relèvent prioritairement des hommes. Une femme moaga exprime cette situation ainsi : « *Je décide seulement de la sauce du jour. Mais pour tout ce qui touche à la famille entière, c'est mon mari qui tranche.* »

Cependant, dans certains contextes, notamment chez les Bwaba et les Senoufo, les enquêtes montrent une ouverture plus marquée : les femmes contribuent activement à la discussion sur les dépenses de santé et la scolarisation des enfants, surtout lorsqu'elles participent financièrement. Un homme senoufo explique : « *Quand ma femme paie les cahiers de l'enfant, elle peut aussi dire son mot sur son avenir.* » Ce constat illustre que la participation économique influence directement la reconnaissance du droit de parole dans les décisions familiales.

Il est intéressant de noter qu'aussi bien les femmes que les hommes associent les possibilités de prise de décision par les femmes au fait de contribuer et de participer aux dépenses du ménage. Cette aide est précieuse pour les hommes et les femmes l'identifient comme étant un chemin possible d'être écouté. En effet certaines informatrices soulignent qu'avec leur contribution dans les dépenses du ménage, il y a un accès possible à la concertation et une possible implication dans les décisions ; car « lorsqu'une femme n'a pas de l'argent elle n'est pas généralement bien considérée par son mari et même la communauté car elle ne peut pas leur apporter de l'aide financière. Pourtant lorsqu'elle a de l'argent elle est plus considérée ». (29012019_Bama_Interview — Femme 1P). Les femmes perçoivent effectivement que leur participation aux prises de décisions, est possible au travers des revenus qu'elles gagnent : « Il y a un lien entre le fait d'avoir un revenu et la possibilité qu'une femme soit plus écoutée dans les décisions du ménage parce que quand tu as un revenu cela te donne un pouvoir et le mari ne peut rien faire sans te consulter » (28012019_Mangorotou_entretien femme S).

A partir de cet aspect, la plupart des informatrices perçoivent qu'il y a bien des contextes qui motivent l'implication des femmes à la prise de décision.

Les contextes qui favorisent l'implication à la prise de décisions

- « La femme pourrait grâce à ses ressources être impliquée dans les décisions qui concerne l'agriculture et l'élevage à savoir :

- l'achat des intrants et des pesticides pour la culture ».
- « Le mari peut écouter la femme dans les décisions du ménage par faute de moyen de sa part ».
 - « Si la femme a l'argent elle est écoutée dans le ménage et même dans la famille, les hommes sont des matérialistes »
 - « Quand les hommes savent que tu as un peu d'argent, ils t'impliquent dans les décisions »
 - « quand tu as un revenu cela te donne un pouvoir et le mari ne peut rien faire sans te consulter »

Il ressort que l'accès à un revenu stable et régulier pourrait augmenter la prise de décision chez les femmes. Cela pourrait également faciliter l'accès à des ressources agricoles ou non agricoles. La femme doit pouvoir gagner un revenu d'abord avant de pouvoir bénéficier des ressources comme la terre par exemple ou les animaux etc. Ce n'est pas l'accès aux ressources des femmes qui va faciliter l'amélioration de possession de revenus c'est plutôt qu'elles doivent pouvoir profiter des opportunités de marché afin de pouvoir avoir des revenus et être impliquées dans les prises de décisions et gagner ensuite un accès plus toléré aux ressources : «Lorsqu'une femme est capable de faire une activité génératrice de revenu, elle peut s'impliquer dans les prises de décisions de son ménage». (Focus groupe_Bounou).

Pour avoir accès aux ressources, les femmes doivent d'abord avoir des pouvoirs de décisions au travers des revenus qu'elles gagnent. Cette analyse permet de dire que l'autonomisation de la femme vue comme étant l'amélioration de la prise de décisions des femmes sur tous les secteurs et domaines du ménage et de la communauté peut permettre aux femmes d'avoir cet accès aux ressources tant recherché : « Ici, presque dans tous les ménages les femmes sont impliquées dans l'achat de certains biens comme (motos, charrues, charrettes, ânes). Elles contribuent avec leurs argents dans l'achat de ces matériels importants ». (03022019 _ Bounou _ Entretien_Homme1M). Ces données affichent la prise de décision comme étant la variable essentielle pour accéder aux ressources et non le contraire.

La littérature (Agarwal, 1997 ; Kabeer, 1999) a souvent insisté sur le lien entre ressources économiques et pouvoir décisionnel. Nos résultats

confirment cette relation, mais ils montrent aussi que ce lien est médié par les normes sociales locales qui mettent toujours un frein. En effet, nous avons noté que chez les Nuna et les Dioula, certaines femmes ont déclaré que même lorsqu'elles contribuent financièrement, elles ne sont pas nécessairement consultées, la légitimité de la décision restant attachée au rôle masculin de chef de ménage. Ces femmes elles-mêmes relativisent la portée de leur pouvoir de décision. Elles affirment que l'autonomie ne signifie pas « décider seule », mais « être écoutée ». Comme l'a exprimé une femme leader dioula : *« Une femme autonome, ce n'est pas celle qui commande, mais celle dont la voix compte. »* Cette conception rejoint les analyses de Cornwall et Edwards (2014), qui montrent que l'empowerment est souvent compris dans les sociétés africaines comme un renforcement de la voix et de la participation, plutôt qu'un basculement de l'autorité.

Enfin, les hommes interrogés, toutes ethnies confondues, rappellent que la décision ultime doit revenir à l'époux ou au chef de famille, car « trop de liberté des femmes » risquerait de « créer des conflits ». Cette ambivalence illustre les tensions entre, d'une part, une reconnaissance croissante de la valeur de la participation féminine, et d'autre part, le maintien d'un ordre conjugal hiérarchisé.

Leadership et reconnaissance communautaire

Le leadership constitue une autre dimension centrale de l'autonomisation telle qu'elle est perçue par les enquêtés. Les résultats montrent que l'accès des femmes à des positions de responsabilité au sein des associations, des groupements villageois ou des instances coutumières varie fortement selon les contextes socioculturels.

Chez les Moose et les Lyélé, la reconnaissance formelle du leadership féminin reste rare, en raison du poids des structures patriarcales. Comme l'a affirmé un chef coutumier moaga : *« Les femmes peuvent gérer entre elles, mais diriger les hommes, ce n'est pas encore accepté »*. Ainsi, les femmes leaders émergent surtout dans les associations féminines (savings groups, Association villageoise d'Épargne et de Crédits auto géré, tontines etc.), mais leur légitimité reste confinée à un espace considéré comme « féminin ».

En revanche, chez les Bwaba et les Sénoufo, les enquêtes révèlent des évolutions significatives. Des femmes occupent désormais des postes visibles dans les coopératives agricoles locales et interviennent dans les

assemblées communautaires. Une enquêtée sénoufo, présidente de groupement, explique : « *Avant, nous parlions seulement entre nous. Aujourd'hui, quand il y a réunion, je peux donner la parole au nom des femmes* ». Ce changement est perçu comme un signe de reconnaissance et d'empowerment, même si l'autorité reste largement encadrée par les normes masculines.

Chez les Dioula, la situation est plus ambivalente. Si certaines femmes commerçantes sont reconnues pour leur succès économique, leur leadership communautaire est souvent perçu comme une menace pour l'équilibre conjugal. Un homme dioula souligne : « *Quand une femme devient trop connue, cela peut troubler le foyer.* » Cette réaction traduit la persistance d'un imaginaire où le leadership féminin est toléré dans l'économie, mais difficilement accepté dans les sphères de gouvernance.

Le leadership des femmes semble être reconnu surtout dans les espaces de solidarité entre femmes (« power with »), mais peine encore à s'imposer comme « pouvoir sur » au sein des structures mixtes.

En somme, le leadership communautaire apparaît comme un terrain de tension entre reconnaissance croissante des femmes et résistance des normes patriarcales. Les progrès constatés dépendent à la fois des dynamiques culturelles propres à chaque groupe et de l'influence des projets de développement qui offrent de nouvelles opportunités de visibilité aux femmes.

Autonomie économique et accès aux ressources

L'autonomie économique est perçue par la majorité des enquêtés comme la dimension la plus tangible de l'empowerment. Les femmes interrogées associent leur autonomie à la possibilité de générer des revenus propres, de disposer librement de ces revenus, mais aussi d'accéder à des ressources productives comme la terre, le bétail ou le crédit.

Dans les villages moose et lyélé, beaucoup de femmes soulignent que leur principale source de revenus reste la vente de produits vivriers (niébé, sésame, arachide) ou d'activités de petit commerce. Cependant, l'usage de ces revenus demeure limité par les obligations domestiques : « *Quand je gagne, c'est pour nourrir la famille. Mon mari garde son argent pour les grandes choses* », affirme une femme lyélé. Ce témoignage illustre la division genrée des dépenses au sein du ménage, où la contribution économique des femmes reste invisibilisée.

Chez les Bwaba et les Nuna, les enquêtés ont évoqué des transformations plus positives. L'adhésion des femmes aux groupements d'épargne et de crédit leur permet non seulement d'accéder à de petites sommes pour financer le petit commerce, mais aussi de renforcer leur légitimité sociale. Une femme nuna témoigne : « *Avec la tontine, je peux emprunter et acheter mes poules. Même si mon mari refuse, je continue.* » Ici, l'autonomie économique va de pair avec une forme de résistance discrète à l'autorité masculine.

Dans la région de Guiriko, notamment chez les Sénoufo et les Dioula, le commerce féminin est plus développé et reconnu. Certaines femmes commerçantes dioula expliquent que leurs revenus leur donnent un pouvoir de négociation dans le foyer : « *Quand tu peux payer le riz de la maison, ton mari ne te parle pas comme avant.* » Mais ce pouvoir reste fragile. Plusieurs hommes rencontrés insistent sur la nécessité de limiter l'indépendance financière des femmes pour « protéger l'unité du ménage ». Cette ambivalence montre que l'accès aux ressources économiques ne garantit pas automatiquement une transformation des rapports de pouvoir.

Ces résultats rejoignent les analyses de Sen (1990) et Kabeer (2001), qui insistent sur le fait que l'autonomie économique est un levier d'expansion des « capacités » des femmes, mais qu'elle demeure conditionnée par les normes sociales et les rapports de genre. Dans les contextes étudiés, les revenus des femmes favorisent une certaine reconnaissance, mais cette reconnaissance reste partielle et souvent cantonnée à la sphère domestique.

Perceptions symboliques et représentations de l'autonomisation

Au-delà des aspects économiques ou du leadership formel, les résultats de cette recherche révèlent une forte dimension symbolique attachée à la notion d'autonomisation. Être « autonome » ne signifie pas seulement disposer de revenus ou occuper un poste décisionnel ; pour de nombreux enquêtés, il s'agit avant tout de dignité, de respect, de reconnaissance sociale, d'intelligence pratique et de liberté de parole.

Chez les Samo, l'autonomie féminine est décrite à travers des termes comme *Siédana* ou *Lôwaridana*, qui renvoient à une femme à la fois intelligente, travailleuse et économiquement nantie. Cette femme est aussi celle qui contribue activement au développement du ménage et du village (*Soumoulô*), et qui peut, dans certains cas, assumer le rôle de chef de famille (*Soumoudana*), en prenant en charge les dépenses et les

décisions. Ainsi, l'autonomie n'est pas seulement un pouvoir économique, mais également une responsabilité sociale et communautaire.

Chez les Dioula, l'expression courante est *Muso mibésé ayèrèkòró*, littéralement «la femme qui se prend en charge». Une informatrice explique : «C'est une femme qui arrive à se prendre en charge. Elle est impliquée dans les prises de décisions au sein de son ménage, de sa famille et de la communauté. Cela est dû aussi à sa capacité de prises de décisions» (28012019_Mangorotou_entretien femme S). Cette perception établit un lien clair entre autonomie, capacité à générer des revenus et participation active aux décisions du ménage. Les leaders Dioula utilisent d'ailleurs des variantes comme *Muso ka sé sòrò ka lóni à yèrè yé* (« que la femme ait les moyens financiers de se prendre en charge »), *Muso ka sé ka ayèrèbò nógòla* (« que la femme puisse quitter une situation difficile pour une situation meilleure »), ou encore *Muso djidiani* (« la femme qui pratique une activité économique pour le bien-être de sa famille »).

De manière convergente, chez les Moose, les Lyele, les Nuna et les Bwaba, l'autonomie est systématiquement associée à deux variables centrales : *avoir un revenu* et *prendre part aux décisions*. Une informatrice de Kongoma

souligne : « Il y a un lien entre le fait d'avoir un revenu et la possibilité qu'une femme soit plus écoutée dans les prises de décisions du ménage. Parce que le fait d'avoir un moyen financier peut te permettre d'avoir des pouvoirs au sein du ménage. Donc grâce à ton argent, tu seras impliquée dans les prises de décisions. Mais le fait d'avoir de l'argent peut être aussi l'origine des mésententes au sein de la famille car tu seras moins écoutée par certains membres de la famille. Ils vont mettre dans leur tête qu'en t'accordant une grande place au sein de la famille, tu risques de porter le chapeau en lieu et place de ton mari. Donc le fait d'avoir des ressources (revenus) a une double facette » (31012019_Kogoma_entretien approfondi-femme 2p).

Chez les Nuna et les Lyele, des termes comme *Kanunon*, *Barkakian*, *Koutoua* ou *Worga* expriment cette même idée : gérer le ménage, diriger les travaux champêtres en l'absence du mari, participer à la prise de décision et contribuer financièrement aux dépenses. On retrouve également, chez certaines informatrices, une distinction entre la femme

autonome qui possède un revenu suffisant et peut assumer un rôle de leader, et la femme qui, sans ressources viables, reste dépendante.

Les représentations font aussi apparaître le lien entre autonomie et intelligence. L'expression *Muso hakilitigui* désigne une femme intelligente, capable de trouver des solutions et de conseiller son mari : « Je souhaite avoir de l'intelligence pour apporter des solutions à mon mari dans le foyer. Je veux du succès dans mes activités et de l'entente entre mon mari et moi » (30012019_Dalo_entretien_femmes1P). Toutefois, certains hommes associent ce profil à une forme de rébellion. À Bama et Badala, par exemple, l'expression *Muso yadani* ou *Pog gandoogo* (« femme qui ne respecte pas tout le monde ») renvoie à une femme qui parle en public sans honte, et donc perçue comme transgressant les normes de respect. Ces perceptions masculines, propres à des zones rizicoles où la main-d'œuvre féminine est indispensable et les structures familiales très polygamiques, contrastent fortement avec celles des Moaga d'autres régions. Ces derniers valorisent la femme autonome comme une *Pog-Tirga* : « une femme qui a la possibilité de travailler, d'obtenir un revenu, contribuer aux dépenses du ménage, participer aux réunions, respecter son mari » (30 012 019_Dalo_Focus groupe_hommes). À l'inverse, la femme non autonome est décrite comme « stoïque, qui n'est pas éveillée, qui ne parle pas, qui ne donne pas son opinion ».

Les aspirations des femmes elles-mêmes sont claires, y compris dans les zones où elles manquent d'activités viables. Une enquêtée de Dalo exprime : « Je souhaite avoir une autre activité plus rentable que celle de la pâtisserie. Puisqu'actuellement je vends des gâteaux » (30012019_Dalo_entretien_femmes2P). De même, une informatrice de Bama explique que la femme autonome est *Pog ligd soba* ou *Pog gandaogo n'sikidé minga* : « celle qui a de l'argent parce qu'elle mène des activités économiques librement sans que quelqu'un ne l'empêche, lorsqu'elle participe aux réunions elle est capable de prendre la parole pour donner sa position, mais elle fait tout cela dans le respect » (01022019_Bama_Interview_Femmes S).

Le rôle du revenu comme socle de l'autonomie est fortement souligné : « Une femme ne peut pas être autonome sans être économiquement autonome » (02022019_Dao_Interview-Femme Leader). Les femmes insistent sur la qualité des activités économiques comme condition du « décollage » vers une véritable autonomie. À leurs yeux, l'autonomie

n'est pas une finalité en soi, mais un processus : « capable de se gérer sans appui externe » (03022019_Kindi_Interview — femme leader), « à mesure de satisfaire mes besoins personnels sans aide d'autrui » (30012019_Dalo_entretien_femmes S), ou encore « Avec la patience et l'ambition, je serai indépendante économiquement pour que je puisse dire mon mot dans le ménage, dans le village et dans toute la communauté et lever ma tête haute » (02022019_Bounou_interview-Femme1P).

En somme, les perceptions recueillies montrent que l'autonomisation féminine est un concept polysémique, enraciné dans les contextes culturels. Elle associe revenus, capacité décisionnelle, intelligence, dignité et reconnaissance sociale. Mais elle peut être valorisée ou au contraire perçue comme subversive, selon les normes locales et les rapports de genre. Comme le rappelle Cornwall (2016), l'empowerment ne peut être réduit à un indicateur unique ; il est à la fois expérience vécue et construction symbolique, traversée par des tensions entre aspirations individuelles et reconnaissance collective.

Les données recueillies montrent que l'autonomisation féminine, loin d'être univoque, est vécue et pensée à travers une pluralité de registres : économiques, décisionnels, symboliques, relationnels et même moraux. Si le revenu apparaît comme la condition sine qua non de l'autonomie, il n'est jamais dissocié de dimensions plus larges : le respect au sein du ménage, la reconnaissance dans l'espace communautaire, la liberté de parole et l'intelligence pratique. En ce sens, l'autonomie n'est pas une catégorie strictement individuelle, mais une position socialement construite et négociée.

Cette complexité rejoint l'approche de Naila Kabeer (1999), pour qui l'empowerment est un processus d'acquisition de ressources, d'agency et de réalisations concrètes. Les récits de femmes et d'hommes montrent bien comment les ressources (revenus, temps, activités viables) s'articulent avec la capacité d'agir (prendre la parole, conseiller le mari, initier une activité plus rentable) et se traduisent en résultats reconnus (respect, participation aux décisions, dignité).

Pourtant, comme l'ont souligné Cornwall et Edwards (2010), l'empowerment est aussi traversé par des tensions et des ambiguïtés. Certaines figures féminines autonomes sont valorisées comme *Muso bakilitigui* (femme intelligente) ou *Pog-Tirga* (femme éveillée et contributrice), mais d'autres sont perçues comme transgressives (*Muso*

yadami, femme irrespectueuse). L'autonomie, dans ces contextes, oscille donc entre émancipation et stigmatisation, révélant la persistance de normes sociales qui conditionnent et parfois limitent son acceptabilité.

De plus, l'accent mis par les femmes sur la nécessité d'activités « viables » renvoie à une critique des approches de micro-activités souvent promues dans les projets de développement. Comme l'a noté Moghadam (2005), l'autonomisation économique ne peut être atteinte à travers de petites activités générant des revenus marginaux, mais suppose un accès réel aux ressources productives, aux marchés et au crédit. Ici encore, la pertinence de soutenir des filières plus porteuses, comme l'aviculture, apparaît comme une réponse directe à cette demande.

Enfin, ces résultats confirment l'importance d'analyser l'empowerment à travers une approche contextuelle et relationnelle, en lien avec les rapports de genre et les normes locales. Comme le rappellent Flintan (2008) et Cornwall (2016), l'autonomisation n'est jamais seulement une affaire de capital économique ; elle prend sens dans les interactions quotidiennes, dans les régimes symboliques du respect et dans les espaces de négociation entre hommes et femmes.

En somme, l'autonomie féminine dans ces contextes ruraux se construit dans un équilibre fragile entre ressources matérielles, légitimité sociale et reconnaissance relationnelle. Elle n'est pas un état stable mais un processus situé, marqué par des tensions entre aspirations individuelles et contraintes collectives, entre désir de liberté et obligation de conformité.

Conclusion

La richesse des données recueillies a permis de mettre en lumière les représentations sociales de l'autonomisation féminine telles qu'elles se vivent dans les communautés étudiées. Loin d'être une notion abstraite, l'« empowerment » se décline dans des images concrètes et des attentes positives formulées par les acteurs locaux : « tout le monde va aimer et soutenir la femme autonome » ; « tous les hommes aimeraient avoir une femme comme elle » ; ou encore « s'il y a l'entente dans le couple, rien ne peut empêcher la femme d'emprunter ce chemin ». Ces paroles traduisent l'idée que l'autonomie féminine constitue un idéal socialement valorisé, auquel aspirent les femmes elles-mêmes et que reconnaissent les hommes.

Dans les discours recueillis, la femme autonome est d'abord perçue comme celle qui exerce une activité économique viable, générant des revenus qui lui permettent de contribuer aux charges du ménage et, ce faisant, de légitimer sa voix dans les décisions domestiques. La dimension économique apparaît ainsi comme la base de son statut : parce qu'elle soutient et sécurise le foyer, elle obtient reconnaissance et respect. L'autonomie économique s'impose donc comme la première condition d'existence de l'empowerment.

Mais cette étude montre que l'autonomisation ne saurait se réduire au revenu. Elle prend forme dans la reconnaissance sociale et symbolique qui l'accompagne : être respectée, avoir voix au chapitre, occuper une position de dignité ou de prestige. Dans les récits analysés, « l'autonomie » se définit tout autant comme un pouvoir individuel sur les ressources que comme un statut social validé par la communauté. L'autonomie féminine résulte ainsi d'une articulation subtile : entre capacité individuelle (savoir gagner, décider, parler) et légitimation collective (être respectée, reconnue, suivie). Ce double registre révèle une tension féconde : sans reconnaissance sociale, le revenu reste fragile ; sans revenu, la dignité et le prestige demeurent difficilement soutenables. L'analyse comparative menée auprès de femmes moaga, bwaba, dioula, sénoufo et d'autres groupes socioculturels confirme cette dynamique. Si les expressions varient — dignité chez les Moaga, prestige chez les Dioula, respect intergénérationnel chez les Sénoufo —, elles convergent dans leur essence : pour les femmes comme pour les hommes interrogés, l'autonomisation ne signifie pas se détacher du collectif, mais y contribuer davantage et y être pleinement reconnue.

Les résultats invitent à comprendre l'autonomisation non comme un état final, mais comme un processus relationnel, traversé par des tensions entre aspirations personnelles et contraintes normatives. L'autonomie féminine, telle qu'exprimée ici, n'est pas le leadership au sens occidental du terme : elle constitue une négociation conjugale et communautaire, où la légitimité de la femme se construit par l'équilibre entre contribution économique, reconnaissance sociale et respect mutuel. C'est dans cet espace mouvant de négociation que se dessinent les trajectoires possibles d'un empowerment intime, domestique et, peut-être, collectif et citoyen. Enfin, ces résultats suggèrent aussi que les politiques publiques et programmes d'empowerment gagneraient à mieux intégrer cette dimension relationnelle et négociée de l'autonomie. Au-delà des

indicateurs économiques classiques, l'attention aux normes sociales, aux rapports conjugaux et aux formes locales de reconnaissance pourrait permettre de concevoir des interventions plus adaptées, en Afrique de l'Ouest comme ailleurs. Ainsi, affirmer que « l'autonomie n'est pas le leadership » revient à reconnaître que l'autonomisation féminine ne se mesure pas seulement à l'aune de positions visibles de pouvoir, mais qu'elle s'ancre d'abord dans les négociations du quotidien, dans les équilibres conjugaux et dans la légitimation communautaire qui transforment progressivement la place des femmes au sein de la société.

Références bibliographiques

- Bacqué, Marie-Hélène et Biewener, Christine**, 2011. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris : La Découverte.
- Brown, Lynn**, 2006. "Women and agriculture: The unpaid sector", *World Development*, vol. 34, n°10, p. 1691–1703.
- Cantelli, Fabrizio**, 2007. « Empowerment et politiques sociales : une analyse critique », *SociologieS*.
- Chant, S., & Sweetman, C.**, 2012. *Fixing women or fixing the world? Smart economics, efficiency approaches, and gender equality in development*. *Gender & Development*, 20(3), 517–529.
- Cornwall, Andrea et Rivas, Althea-Maria**, 2015. "From 'gender equality' and 'women's empowerment' to global justice: reclaiming a transformative agenda for gender and development", *Third World Quarterly*, vol. 36, n°2, p. 396–415.
- Flintan, Fiona**, 2008. *Women's empowerment in pastoral societies*, Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (ODI).
- Genard, Jean-Louis**, 2007. « La notion de "capacitation" en question », *Revue Interventions Économiques*, n° 36.
- Genard, Jean-Louis**, 2013. "Le gouvernement des conduites : De la critique à l'éthique", *SociologieS*.
- Hazel, John, Haddad, Lawrence et Hoddinott, John**, 2000. *Intrahousehold resource allocation in developing countries: Models, methods, and policy*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Kabeer, Naila**, 1999. "Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment", *Development and Change*, vol. 30, n°3, p. 435–464.

- Malhotra, Anju, Schuler, Sidney Ruth et Boender, Carol**, 2002. Measuring Women's Empowerment as a Variable in International Development, Background paper prepared for the World Bank Workshop on Poverty and Gender: New Perspectives.
- Moghadam, Valentine**, 2005. Globalizing women: Transnational feminist networks, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Narayan, Deepa**, 2000. Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?, Washington DC: World Bank.
- Narayan, Deepa**, 2005. Measuring Empowerment: Cross-Disciplinary Perspectives, Washington DC: World Bank.
- Peugeot, Valérie**, 2015. «Autonomie, pouvoir d'agir et capacitation : traductions et enjeux », Revue française des affaires sociales, vol. 2, n° 2, p. 25-40.
- Rowlands, Jo**, 1997. Questioning Empowerment: Working with Women in Honduras, Oxford: Oxfam.